

# Mondialisation et indicateurs

**Recteur Alain Bouvier**

Membre du Haut conseil de l'éducation

Professeur émérite de l'université de Poitiers

Professeur associé à l'université de Sherbrooke

# Introduction

- La mondialisation des systèmes scolaires et universitaires s'accompagne de la production de standards et de classements, sur la base d'indicateurs.

# Questionnements

- Quel est le rôle des standards internationaux ?
- Sont-ils érigés comme des points de repère ou des normes ?
- La mondialisation pousse-t-elle à la pratique du *benchmarking* ou à la normalisation ?
- À quelle échelle faut-il comparer ? Quels sont les effets de ces comparaisons ?

# Questionnements

- On peut aussi s'interroger sur les effets normatifs du *benchmarking* alors que les questions d'enseignement, au niveau scolaire comme au niveau de l'enseignement supérieur, touchent à la souveraineté nationale, à l'histoire du pays, à sa culture et surtout à ses valeurs.

# où en est l'École aujourd'hui ?

- D'abord tous les pays ou presque semblent noter une baisse de la qualité de leur système scolaire. En particulier, les écarts se creusent entre les élèves. Toutefois, cela se produit plus dans certains pays (comme la France, par exemple), que dans d'autres (le Canada, la Finlande ou la Corée).

# où en est l'École aujourd'hui ?

- En ce début de XXIème siècle, l'École doit faire face à de nombreux défis. D'abord la « massification » qui est loin d'être achevée sur la planète. Si on peut la considérer comme réussie dans la majorité des pays développés, elle pose de tels problèmes dans certains autres encore en développement.
- L'École est donc confrontée à d'importants défis économiques.

# où en est l'École aujourd'hui ?

- Se posent aussi, avec force, dans chaque pays, des questions éthiques et de systèmes de valeurs, ce qui révèle la question des liens entre le système politique, social et économique d'une part et le système scolaire et universitaire d'autre part.
- C'est la question de la légitimité de l'École qui se pose aujourd'hui, en ce début de XXIème siècle, ou, plus précisément, celle du contrat social qui lie le pays et son École.

# où en est l'École aujourd'hui ?

- La situation peut sembler paradoxale. On ne s'est jamais autant interrogé sur l'École; on n'a jamais disposé d'autant d'informations sur ses résultats et pourtant, on note une faiblesse générale des gouvernements face au problème posé.
- l'École n'est plus une solution ou un remède, mais un problème .
- Les problèmes de l'École sont mondiaux alors que les réponses, essentiellement locales, s'apparentent à du bricolage.
- Faut-il, au niveau mondial, encourager une « méthode ouverte de convergence » pour tenter de progresser sur ce registre ?



# où en est l'École aujourd'hui ?

- Dans tous les pays, d'une façon ou d'une autre, on note une externalisation croissante des apprentissages des élèves.
- L'apprentissage des élèves résulte de ce qui est organisé en classe, c'est l'enseignement formel, celui qui fixe les programmes, les horaires, recrute les enseignants, procède aux évaluations et délivre les diplômes. Mais l'apprentissage est aussi la conséquence de dispositifs non formels ou informels.

# où en est l'École aujourd'hui ?

- Les dispositifs non formels comprennent les actions de soutien, les aides personnalisées l'accompagnement, les stages de remises à niveau, les actions d'associations, d'ONG, les devoirs de vacances, les cours particuliers.
- Le registre informel comprend l'usage d'e-mails, de sites spécialisés, de blogs, de moteurs de recherche, mais aussi du travail coopératif à distance et des formations en ligne (payantes ou non). L'ensemble du dispositif non formel et informel est considérable.

# où en est l'École aujourd'hui ?

- Sommairement, on distingue d'un côté ce que l'on peut appeler « l'école étatique » telle qu'elle est conçue et organisée par les pouvoirs publics et de l'autre ce que les anglo-saxons nomment « the shadow educative system » qui mixte les organismes et mécanismes complémentaires.
- Qui prend en charge la cohérence globale des apprentissages éclatés des élèves ? Qui veille aux articulations entre les registres formels, non formels et informels ? Lorsque, par exemple PISA procède à ses évaluations, cette enquête apprécie les résultats produits pas quel(s) dispositif(s) ?

# où en est l'École aujourd'hui ?

- Les évaluations internationales et nationales sont politiques. Elles s'inscrivent dans la gouvernance contemporaine. Elles servent aux décisions qui s'inscrivent dans une politique publique d'éducation et, au niveau macro toujours, elles sont indispensables pour le pilotage stratégique.
- À quoi servent les évaluations pédagogiques locales, ponctuelles et souvent sans point de repère ? À quel pilotage contribuent-elles ? À quelles régulations apportent-elles leur concours ?

# où en est l'École aujourd'hui ?

- Aujourd'hui, l'enjeu majeur pour l'École est **l'équité**. Dans certains pays comme la France, on en est loin. L'enquête PISA nous le rappelle cruellement tous les trois ans depuis 2000.
- Pour Philippe Perrenoud, « l'échec scolaire c'est l'échec de l'École ». On est passé de l'échec des individus à l'échec de l'organisation.
- Entre le « tout état » (qui n'existe nul part) et le « tout marché » qui s'étend très vite sur la planète, il s'agit d'inventer une autre voie pour l'enseignement scolaire, autour d'indicateurs partagés. Ce sera nécessairement un système hybride.

# où en est l'Enseignement supérieur aujourd'hui ?

- On note chaque jour beaucoup de critiques sur les classements des universités. Pourtant on observe une multiplication de leur nombre (une quinzaine de classements mondiaux différents aujourd'hui), une grande diversification de leur nature (ce qu'elles prennent en compte, ou par types d'établissements ou par diplômes) et d'incessantes références des universités elles-mêmes aux différents classements, y compris de la part des plus critiques (sciences humaines et sociales notamment).

# où en est l'Enseignement supérieur aujourd'hui ?

- Parmi les classements mondiaux (certains concernent 2 000 universités de 130 pays), les deux les plus célèbres sont celui de l'université Jiao Tong de Shanghai (sur six critères) et le « Times Higher education ». Le premier, annuel depuis 2003, propose aussi, désormais, 5 classements thématiques (la demande de tels classements est de plus en plus forte).

# où en est l'Enseignement supérieur aujourd'hui ?

- Observons que cela s'insère dans un marché très actif. Certains classements sont élaborés par ou en liaison avec des entreprises (à but lucratif) qui se spécialisent sur le sujet et se font concurrence, notamment lorsqu'il y a des appels d'offres (commission européenne par exemple). D'autres sont le fruit de commandes passées par de grands médias (Times, le Financial times, le Guardian) ou des instituts liés aux entreprises, comme en France l'Institut Montaigne qui se livre à un classement des universités françaises et des grandes écoles, basé sur leurs laboratoires et équipes de recherche.



# où en est l'Enseignement supérieur aujourd'hui ?

- Beaucoup de ces classements visent à toucher les étudiants les plus mobiles, notamment de Chine (ils sont nombreux) et de Corée.
- On voit aussi se dessiner des projets de classements personnalisés qui se feraient selon les critères introduits par chaque étudiant voulant le sien.
- Observons enfin que pour les classements mondiaux, les modifications des critères affectent peu la liste des universités qui figurent dans les 30 premières. Qui pourrait s'étonner d'y voir figurer Sandford, le MIT, Princeton, Oxford, Cambridge, par exemple ? Par contre, cela a des effets importants sur le groupe médian et encore plus au-delà. Les enjeux sont clairs.

# où en est l'Enseignement supérieur aujourd'hui ?

- Existent aussi des classements à l'échelle d'un pays pour tenir compte de ses spécificités (en France, les grandes écoles, les PRES, etc.)
- Sont même apparus des classements sur un type de diplôme, comme celui du Financial Times qui procède au classement des Masters en management.
- D'autres types encore font leur apparition, comme Webometrics qui se base sur les travaux publiés sur Internet et sur leur impact.
- Sont à rapprocher de cela les pratiques de délivrance de « labels qualité » (par exemple les Labels qualité européen) qui obligent eux aussi à expliciter des indicateurs de résultats et de qualité.
- En quelque sorte, on pourrait dire à chacun son classement, à chaque institution à chaque étudiant.

# Tendances actuelles

- Il est clair que ces comparaisons multiples ne visent en rien à de l'uniformisation. Au contraire même. Attisant les concurrences entre universités (voire entre pays), elles poussent soit à la recherche de secteurs d'excellences, de « niches » comme l'on dit aujourd'hui, soit à l'extrême spécialisation sur un domaine ou un type d'emplois, afin d'apparaître dans le groupe *leader* d'au moins un classement mondial, régional ou thématique.

# Tendances actuelles

- Ce désir international de comparaisons et de classements (ce n'est évidemment pas la même chose) semble impulser l'élaboration collective de critères communs (sinon, comment comparer ?), en confiant la conception et la mise en œuvre (souvent, mais pas toujours) à des organismes internationaux (Commission européenne, OCDE...), quelquefois à des agences ou à des cabinets spécialisés (ils ont le vent en poupe), ou encore en créant des consortiums ou des structures *ad hoc*.

# Tendances actuelles

- Sur la base de critères partagés, cela peut conduire non pas à viser une uniformisation, mais à pratiquer ce qui rappelle la « méthode ouverte de convergence » employée dans la Stratégie de Lisbonne.

# En guise de conclusion

- Pour l'enseignement supérieur, comme pour l'enseignement scolaire, il faut donc distinguer les différents niveaux concernés :
- Celui où s'arrête la politique publique : organismes internationaux, parlements et gouvernements, agences internationales et nationales.
- Celui où se font les choix stratégiques qui tiennent compte des particularités territoriales, culturelles, historiques, sectorielles, économiques...

# En guise de conclusion

- Celui enfin où se conduisent les actions et se mesurent les résultats, que cela concerne la formation ou la recherche. En notant toutefois une différence essentielle pour les universités : si les dispositifs de formation peuvent se prêter à des évaluations locales (sous la forme d'autoévaluations impliquant les acteurs et les étudiants, voire des parties prenantes), la recherche nécessite principalement des évaluations internationales entre pairs.

# En guise de conclusion

- On retrouve le souci de se préoccuper des résultats, d'efficacité, de qualité et d'efficience, mais aussi d'équité, nous l'espérons.
- La tendance générale semble d'aller vers plus d'autoévaluations publiques, puisque selon de nombreux spécialistes, seules les évaluations publiques ont un impact.
- Et surtout, à défaut de le faire sur la base d'indicateurs, avec quoi pourrait-on piloter ? Avec quoi pourrait-on réguler ?
- La piste qui se dessine appelle, tant au niveau de l'enseignement scolaire que de l'enseignement supérieur, à « manager par l'intelligence » et à se diriger vers des systèmes apprenants.